



PRÉFÈTE DE LA LOZÈRE

**Direction départementale des territoires
Service Biodiversité Eau et Forêt
Unité Biodiversité**

Mende, le **15 JAN. 2019**

Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites Formation « Nature »

Compte rendu de réunion

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Lozère s'est tenue, dans sa formation « nature », le mercredi 19 décembre 2018 à 9h30 à la direction départementale des territoires, sous la présidence de Monsieur Xavier CANELLAS, chef du service biodiversité, eau, forêt de la DDT.

Membres présents :

- M. Dominique BUGAUD, DDT de la Lozère, pour le Directeur (+ mandat du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie)
- M. Xavier CANELLAS, DDT de la Lozère, représentant Mme la préfète de la Lozère
- M. Boris CARPENTIER, DDT de la Lozère, pour le Directeur
- M. Stéphane CURNAC, fédération de la Lozère pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- M. Jocelyn FONDERFLICK, chargé de mission faune du Parc national des Cévennes
- M. Alain LAGRAVE, président du CEN Lozère
- M. Jean-Pierre LAFONT, président du syndicat lozérien de la forêt privée
- Mme Sophie MALIGE, conseillère départementale du canton de Chirac
- M. Michel QUIOT, administrateur de l'ALEPE
- M. Christophe RIEUTORT, responsable du service technique de la fédération départementale des chasseurs de la Lozère

Membres excusés :

- M. Michaël DOUETTE, chef de la division biodiversité montagne et atlantique, pour le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie (mandat donné à la DDT de la Lozère)
- M. Bruno DURAND, conseiller départemental du canton de Grandrieu
- M. Raymond PAUGET, unité départementale de l'architecture et du patrimoine
- M. Bruno RIGHETTI, directeur adjoint de SupAgro Florac

Participait également à la réunion :

- Mme Dominique MEFFRAY-DAVAL, DDT de la Lozère, chargée d'études Natura 2000

M. CANELLAS remercie les personnes présentes pour leur participation à cette commission et rappelle les points abordés ce jour :

- présentation du projet de renforcement de la population de Grand tétras, par le Parc national des Cévennes - avis de la commission requis au titre de l'article R.411-34 du code de l'environnement ;
- point sur l'évolution du réseau Natura 2000 en Lozère, par la direction départementale des territoires ;
- information sur l'opération de réintroduction du chamois dans les gorges du Tarn, par la fédération départementale des chasseurs.

A - Projet de renforcement de la population de Grand tétras, par le Parc national des Cévennes - avis au titre de l'article R.411-34 du code de l'environnement

Présentation de l'état de la population de Grand tétras dans le Parc national des Cévennes : historique et perspectives.

Historique de la réintroduction

- 1978 - 1994 : lâchers de 321 coqs et 276 poules (issus d'élevage de *Tetrao urogallus major* et *Tetrao urogallus aquitanicus*) ;
- 1994 - 2002 : moratoire des lâchers et observation de la dynamique de la population ;
- 2002 - 2005 : lâcher de 43 oiseaux issus d'élevage autrichien (perte de l'ensemble des coqs par prédation) ;
- 2005 - 2016 : arrêt des lâchers ; expertise sur le bilan de la réintroduction et sur les perspectives.

Bilan et enseignements tirés

- survie des oiseaux lâchés faible mais peu différente de celle mesurée pour des oiseaux sauvages ;
- survie des poules à 1 an comparable, voire supérieure à celle mesurée pour des oiseaux sauvages ;
- succès de reproduction comparable à celui mesuré dans les Pyrénées, voire supérieure à celui du Jura.
- dispersion garantissant les échanges démographiques et génétiques dans le cas de méta-population, mais qui a sans doute été un handicap localement (perte d'une proportion d'oiseaux s'installant dans des habitats dépourvus de partenaires du sexe opposé) ;
- habitat : potentialité moindre qu'espérée au lancement du projet sur le massif du Bougès mais potentialité importante de recrutement de nouveaux habitats sur le Mont-Lozère et potentiel d'habitats très important sur le nord Lozère ;
- les populations fondatrices *major* et *aquitanicus* auraient contribué respectivement à 27 % et 72 % du génome des individus de la population actuelle. Les individus lâchés entre 2002 et 2005 ne semblent pas y avoir contribué ;
- faible variabilité génétique de la population menaçant à terme sa survie.

Étude de faisabilité d'un renforcement génétique démontrant que :

- des oiseaux peuvent être prélevés dans les Pyrénées sans impacter la dynamique des populations ;
- 2 à 3 coqs/an sur 5 ans peuvent être capturés sur les places de chant ;
- les risques de mortalité due à la capture et au transport sont inférieurs ou égaux à 10 % selon les études ;
- les prélèvements sont à effectuer dans les secteurs pyrénéens disposant de populations stables ou en augmentation ; ils seront déduits des plans de chasse ;
- l'ONF, le Parc national des Pyrénées et les fédérations des chasseurs sont potentiellement « donneurs » ;
- le suivi des oiseaux sera effectué par GPS afin de connaître le taux de survie ;
- des autorisations administratives sont nécessaires.

Échanges sur le Projet

M. LAFONT s'interroge sur le possible succès de cette opération au regard du faible nombre d'individus qui sera introduit et des résultats des lâchers passés conséquents. Par ailleurs, il fait remarquer que la récente décision du conseil d'État (N°411084 du 21/11/18) pourrait constituer les prémices d'une protection renforcée de l'espèce susceptible d'impacter les activités sylvicoles.

Face à ces interrogations, il est rappelé, au regard du bilan des précédentes opérations, la fragilité liée à l'introduction d'animaux d'élevage, raison pour laquelle le projet présenté vise à introduire uniquement des animaux prélevés en milieu naturel. Ces derniers présentent des dispositions supérieures d'évitement face à la prédation, quasiment absentes chez les animaux d'élevage. Si le nombre d'individus introduit est moindre que lors des opérations précédentes, leurs capacités de survie et d'adaptation sont supérieures, offrant un potentiel de réussite plus important.

Il est également rappelé que la chasse au Grand tétras n'est actuellement pas autorisée en Lozère.

M. LAGRAVE fait remarquer l'intérêt certain que représenterait une opération de réintroduction à l'échelle du Massif Central.

M. FONDERFLICK rappelle que le périmètre du projet concerne le sud du Massif Central. Une réintroduction à l'échelle de l'ensemble du Massif Central nécessiterait d'autres partenaires. Par ailleurs, le Parc national des Cévennes n'a pas vocation à agir hors de son territoire.

Toutefois, ce projet, englobant de nouveaux territoires lozériens (et ardéchois avec le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche), permet d'inclure des milieux favorables à l'espèce et accroît considérablement les chances de réussite de l'opération.

Avis sur le projet

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Lozère

Vu l'arrêté n° DDT-SAL-2018-054-0001 du 23 février 2018 portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu les membres en présence et le mandat de la DREAL donné à la DDT, portant à 11 le nombre de voix présentes, permettant à la commission de valablement délibérer ;

Vu l'exposé du projet le renforcement de la population de Grand tétras dans le sud du Massif Central présenté par M. FONDERFLICK à l'attention des membres de la CDNPS de la Lozère ;

Considérant l'intérêt que représente le renforcement de la population de Grand tétras dans le sud du Massif Central ;

Après vote au cours duquel une voix s'est prononcée pour un avis défavorable, dix voix pour un avis favorable et zéro abstention ;

au titre de l'article R.411-34 du code de l'environnement émet un avis favorable au projet porté par le Parc national des Cévennes de renforcement de la population de Grand tétras en Lozère.

B - Evolution du réseau Natura 2000 en Lozère

Point sur l'évolution du réseau Natura 2000 en Lozère, par la direction départementale des territoires.

L'objectif de l'Union Européenne via son réseau de sites naturels remarquables Natura 2000 est de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences sociales, économiques, culturelles, régionales et locales.

Le réseau lozérien

Le réseau lozérien est constitué de zones spéciales de conservation (ZSC) et de zones de protection spéciales (ZPS) couvrant 192 870 ha, soit 37 % de la surface du département sur deux régions biogéographiques.

Ce réseau compte 43 habitats et 34 espèces (animales et végétales) d'intérêt communautaire au titre de la Directive « Habitats » et 40 espèces d'oiseaux (nicheurs réguliers ou occasionnels) d'intérêt communautaire au titre de la Directive « Oiseaux ».

La maîtrise d'ouvrage de l'animation des sites

La maîtrise d'ouvrage de l'animation des sites est assurée par 6 communautés de communes (12 sites) et le Parc national des Cévennes (3 sites). Elle se traduit par des actions de communication, des animations ainsi que des études et suivis de l'état de conservation des habitats et des espèces. Le budget prévisionnel 2019 relatif à l'animation des sites est de 349 099 €.

Les contrats de gestion

Dans le cadre des mesures de gestion, différents contrats ont été signés permettant notamment la réalisation d'aménagements artificiels en faveur d'espèces, l'ouverture de milieux, la restauration de châtaigneraie, la mise en défens, la création de mares forestières, l'entretien et la plantation de ripisylves ou de haies pour un montant de 1 119 262,58 €.

Évolutions du réseau et projets

La mise à jour du document d'objectifs du site Natura 2000 de la montagne de la Margeride, validé en 2003, a été initiée en 2018.

Le dernier site entré en phase d'animation est le site des vallées du Tarn, du Tarnon et de la Mimente, porté par la communauté de communes Gorges Causses Cévennes.

La fusion des sites « Falaises de Barjac » et « Causse des Blanquets » permettra une maîtrise d'ouvrage commune pour l'animation de ces sites.

Un projet d'extension du site Cantalien « Section à moules perlières de la Truyère », est en cours sur la Truyère, la Rimeize et le Triboulin en Lozère, ce bassin versant présentant un intérêt majeur du fait de la présence de populations de moules perlières (*Margaritifera margaritifera*) importantes à l'échelle nationale et de sa situation en amont du site désigné. L'espèce d'intérêt communautaire, outre un excellent indicateur de bon état des cours d'eau, est également une espèce protégée menacée. Dans un premier temps, le bassin versant va être intégré dans la zone d'étude du document d'objectif du site, en cours de réalisation.

Échanges

M. LAFONT fait part des contraintes sur la gestion forestière qu'engendre le classement d'une partie du territoire en site Natura 2000. Il regrette une « sanctuarisation » via les sites Natura 2000 qui lèsent les exploitants forestiers dans le cadre de certaines mesures. À ce titre, il fait remarquer que les propriétaires forestiers ne sont pas favorables aux extensions des sites Natura 2000.

La DDT rappelle que de beaucoup de propriétaires forestiers bénéficient des avantages financiers apportés par Natura 2000 (exonération de la Taxe sur le Foncier Non Bâti via l'adhésion aux chartes, signatures de contrats forestiers). En outre, les évaluations des incidences réalisées pour des projets forestiers démontrent sans ambiguïté l'extrême modestie des contraintes éventuellement engendrées par la sauvegarde du patrimoine naturel.

Concernant les extensions de sites, la France ayant satisfait aux objectifs européens en termes de constitution du réseau, ces extensions ne sont réalisées qu'avec l'accord des collectivités locales et lorsque des intérêts scientifiques majeurs le justifient.

D - Bilan de l'opération de réintroduction du chamois dans les gorges du Tarn

Information sur l'opération de réintroduction du chamois dans les gorges du Tarn, par la fédération départementale des chasseurs.

Contexte du projet

Considérant la répartition des fossiles retrouvés dans tout le Massif Central, les continuités géographiques avec la Lozère et une probable présence de chamois dans un passé récent (XVIIIème), la Lozère fait partie intégrante de l'aire biogéographique de cette espèce.

Le projet d'implantation du chamois en Lozère relève ainsi du domaine de la réintroduction.

Enjeux du projet

- écologique avec un enrichissement de la biodiversité ;
- cynégétique avec, à terme, une diversification de l'offre de chasse ;
- touristique avec la valorisation de cette espèce rupestre.

Déroulement du projet

- un projet de réintroduction de 30 individus ;
- des captures dans les Alpes-Maritimes à Belvédère en 2015 et 2017 ;
- des captures dans le Cantal à Brezons et Saint-Martin-sous-Vigouroux en 2018 ;
- des captures dans la Réserve Nationale de Chasse et de Faune Sauvage des Bauges (73) en 2018 ;
- 4 opérations de lâcher de 2015 à 2018 ;
- un site de lâcher unique sur la commune de La Malène.

Un premier bilan positif

- Sept des 9 femelles lâchées en 2017 ont donné naissance à 7 chevreaux. Seules 2 femelles n'ont pas été observées suivies. Une femelle abattue par braconnage était suivie en 2015 ; la viabilité du chevreau n'a cependant pas été remise en cause ;
- le bilan souligne le début de la réussite du projet de réintroduction visant à installer une population viable dans le continuum des Gorges du Tarn ;
- pour un programme de réintroduction optimisé, la nécessité de 30 individus lâchés sur une période de 3 ans a été satisfaite et l'opération semble couronnée de succès.

M. CANELLAS remercie les participants et lève la séance.

Le président,

Xavier CANELLAS

